

Mobilisations citoyennes pour le climat – quelles répercussions politiques en Belgique francophone et fédérale ?

Vincent de Coorebyter, professeur à l'ULB – 5 décembre 2019

1/ Impact électoral côté francophone

1^{er} critère : évolution du nombre d'absents, abstentionnistes, votes blancs... : en recul, car voter pour le climat ferait consensus ? Non : nouvelle montée des non-votants en Wallonie, de 2 %, à > 20 %...

2^e critère possible, quoique discutable : score d'Ecolo (à vérifier selon les résultats)

Au Parlement wallon, Ecolo passe de 8,6 % à 14,5 % – mais était à 18,2 % en 1999 (et 18,5 % en 2009)

En Région de Bruxelles-Capitale, versant francophone, Ecolo passe de 10,1 % à 19,1 % – mais était à 21,3 % en 1999

A la Chambre, à l'échelle nationale, Ecolo passe de 3,3 % à 6,1 % – mais était à 7,4 % en 1999

Aux élections européennes, collège français, Ecolo passe de 11,7 % à 19,9 % – mais était à 22,7 % en 1999 (et 22,9 % en 2009)

Noter le relatif « échec » d'Ecolo au Parlement européen, le plus favorable à ce type de parti et d'enjeu, en théorie... – le vrai vainqueur des élections est le PTB, côté francophone, surtout en Région wallonne

Hypothèses explicatives :

- 1) concurrence d'autres enjeux, p. ex. socio-économiques (cf. score du PTB)
- 2) concurrence d'autres partis, apparemment ralliés à la cause climatique — cf. sondage sortie des urnes de l'ULB : 25 % des électeurs à Bruxelles ont eu l'écologie comme principal motif de vote, et 21 % en Région wallonne, donc nettement au-delà des votes Ecolo/Groen
- 3) mobilisation en trompe-l'œil, moins massive et diversifiée qu'on ne le croit : QUI se mobilise vraiment ? Quelles catégories sociales et ethniques ? On a vu que c'étaient les catégories sociales les plus diplômées, et des jeunes souvent soutenus par des parents déjà engagés en faveur de l'écologie

- 4) mobilisation des jeunes pas vraiment prise au sérieux : « ils sont encore jeunes », inconscients des autres enjeux, e. a. budgétaires – « ils en profitent pour sécher l'école, ils feraient mieux de bosser » – ils font la leçon aux adultes... Quelle image, en fait, de ces mobilisations sur les réseaux sociaux ? Les jeunes ont inquiété, aussi ?
- 5) ras-le-bol devant le matraquage médiatique sur les grèves des jeunes, sur fond de défiance envers les journalistes ? Ou, tout simplement, absence de toute connexion aux médias, dans une partie du public ?
- 6) paradoxalement, démobilitation de l'électorat à cause du battage médiatique, sorte d'effet « 21 avril 2002 » ?
- 7) plus finement, crainte de certains électeurs tentés par un vote Vert pour diverses raisons, mais ayant peur d'une victoire trop ample qui donnerait les moyens d'une écologie « punitive » ?

2/ Hypothèses socio-politiques

Hypothèse générale sous-jacente à ce qui précède : ambivalence face à l'urgence climatique — cf. Black Friday du 29 novembre 2019 : record du nombre de transactions commerciales — noter que l'ambivalence existe aussi dans le champ médiatique : pleines pages ou émissions spéciales pour le climat, mais suivi classique de la politique (sans enjeu climatique) et « business as usual », en matière de publicité p. ex.

Hypothèse inverse, au plan politique : les mobilisations ont quand même marqué et poussé dans le dos les responsables politiques, malgré le score mitigé des Verts — elles ont sans doute fait sauter des verrous chez les tièdes, et elles ont renforcé les plus volontaristes, qui peuvent arguer que la lutte contre le réchauffement est devenue populaire et que tous les partis ont intérêt à s'y engager : la défense du climat n'est pas un combat idéologique, c'est une nécessité pour calmer la colère de la rue — cf. Carl Devos : « Il y a des marches pour le climat, pas pour la formation d'un gouvernement. »

Exemples de signaux positifs :

- « écosocialisme » : élément fort du programme du PS pour 2019. Plus important que le score d'Ecolo, car c'est la social-démocratie qui est capable de faire accepter des sacrifices en faveur du climat, comme le dit Michael Walzer ?
- Apparition de priorités climatiques au sein du MR : cf. Jean-Luc Crucke, et une des candidates à la présidence du parti, Clémentine Barzin (même si elle est hostile à la décroissance)...
- Les syndicats, du côté francophone, sont favorables à la lutte pour le climat

3/ Impact sur la formation du gouvernement wallon

- Phase « coquelicot » ambiguë : méfiance à l'égard du MR pour des raisons climatiques, ou méfiance « de gauche » ? Signe de confiance dans la capacité à dégager des majorités parlementaires au moins sur cet enjeu ? Mais en fin de compte, la piste a été abandonnée, comme si la confiance n'y était pas...
- Après refus du CDH d'entrer dans un Olivier, ouverture de la négociation au MR — Ecolo reste alors dans la négociation, alors qu'il n'est pas nécessaire pour former une majorité : cela traduit soit une méfiance (sans eux, recul de la lutte pour le climat ?), soit une confiance (les partenaires seront loyaux, et Ecolo peut s'appuyer sur les mobilisations citoyennes)
- La note « coquelicot » est restée la base de l'accord de gouvernement, dans le domaine climatique : le MR n'a pas voulu détricoter l'accord PS–Ecolo (les objectifs chiffrés sont maintenus), même s'il a exigé des mesures de développement économique qui ne vont pas dans le sens de la diminution des gaz à effet de serre, et si une partie du PS a embrayé...
- Accord de gouvernement wallon (9 septembre) : le plus ambitieux contre le réchauffement, avec diminution de 55 % des gaz à effet de serre par rapport à 1990 en 2030 (Flandre : – 35 % ; Bruxelles : – 40 %) — nombreuses mesures concrètes, mais bien en deçà des attentes des associations, comme on l'a vu lorsque la note coquelicot leur a été soumise — objectif de neutralité carbone en 2050 (idem pour Bruxelles ; Flandre : – 80 %), avec 100 % d'énergies renouvelables

4/ Impact sur la formation du gouvernement bruxellois

- Accord de gouvernement à la mi-juillet déjà : sentiment d'urgence, ici ?
- Seulement 40 % de diminution des gaz à effet de serre en 2030, mais progrès : c'était – 32 %, auparavant...
- Question du financement des mesures pas réglée : le budget 2020 est transitoire, et les moyens sont très serrés...

5/ Impact sur la formation du gouvernement fédéral

- Situation électorale ambiguë : chute des 3 familles traditionnelles et de la N-VA, mais score des Verts pas spectaculaire, et montée relativisée par les victoires du VB et du PTB
- Où est le sentiment d'urgence climatique ? Rappel : 1^e rencontre à 7 partis le 28 juillet, deux mois après les élections... Si le sentiment d'urgence était réel, y compris du côté flamand ou du côté du MR, aurait-on pu envisager si longtemps de gouverner avec la N-VA ? Pourquoi le CD&V pousse-t-il encore dans cette direction ?

- *Idem* pour le fait d'attendre la formation des gouvernements régionaux et communautaires : on aurait pu imaginer un gouvernement fédéral « de transition climatique »...
- Début octobre déjà, Magnette pointait la « double urgence sociale et environnementale » comme motif de refuser un gouvernement avec la N-VA
- La 1^e note Magnette (encore négociée à 10 partis) fait de la « transition vers une économie durable » le 2^e des 8 chapitres, avec un objectif ambitieux de réduction des gaz à effet de serre de 55 % en 2030, bien au-delà de la politique du gouvernement sortant
- Mais le climat est-il le ciment de l'éventuel arc-en-ciel, contre le climato-scepticisme de la N-VA ? Ou est-ce la volonté de se soustraire aux ukases de la N-VA en matière institutionnelle ? Ou est-ce la possibilité d'avancer sur des dossiers éthiques, pour le VLD ? Qui défend ouvertement l'arc-en-ciel comme moyen d'avoir des objectifs climatiques élevés ?
- Dernier écho (*Le Soir*, mercredi 4 décembre) : la 2^e note Magnette envisage d'inscrire des objectifs climatiques dans la Constitution, et d'accueillir des COP en Belgique. Mais pour amadouer le VLD, suppression de l'objectif d'arriver à des voitures de société sans émission de CO₂ pour 2030...